

### CONVERGENCE DES REVENDICATIONS ET DES LUTTES ENTRE LA CGT ET LES GILETS JAUNES !

**L**e mécontentement grandit dans le pays, il touche diverses couches de la société et les insatisfactions multiples s'amalgament pour déboucher, après une pétition « citoyenne », par l'appel des gilets jaunes à des journées de mobilisation, « sans partis, sans syndicats », était-il précisé.

La colère est légitime, pourtant les appels que la CGT, et notre fédération, ont lancés pour protester contre les baisses du pouvoir d'achat qui ne sont pas liées uniquement, loin s'en faut, à l'augmentation du prix des carburants, contre les mesures anti sociales de Macron, n'ont pas débouché sur la large mobilisation nécessaire...

Et celles qui se préparent pour changer notre système de retraite ne semblent pas susciter l'écho nécessaire auprès de nos syndiqués et, surtout, de nos militants, en particulier des actifs.

La colère gronde, le mouvement dure. Le gouvernement semble ne pas en voir l'importance et les causes réelles, il fait semblant de croire que la transition énergétique ne serait pas comprise.

Les milliers de personnes qui se retrouvent pour agir, occuper les ronds-points, manifester, qui sont elles ? Ce sont des précaires, des mères de famille seules, de petits patrons ou artisans, des jeunes, des retraités, qui s'insurgent contre la baisse continue du pouvoir d'achat, contre la suppression de l'ISF, contre les salaires des grands patrons et la faiblesse du SMIC. Mais aussi des camarades, sans drapeau mais parfois avec le gilet rouge de la CGT, pour discuter, échanger voire soutenir.

Certes, parmi les gilets jaunes, il peut aussi y avoir quelques sympathisants d'extrême-droite, mais la grande majorité d'entre eux sont des citoyens exaspérés, qui ont vu leur situation se dégrader et n'ont plus confiance, trop souvent trahis, en beaucoup de politiques. Il y a eu de la casse, oui, mais **les premiers casseurs, ne sont-ils pas ceux qui ont cassé le Code du travail, le statut de la SNCF,**

**qui veulent casser notre protection sociale, nos retraites... ?**

Bloquer des ronds-points, des entrées d'autoroutes, pour protester, c'est bien, nous le faisons souvent, mais la vraie façon de vraiment ennuyer le patronat, qui nous dirige à travers le gouvernement, n'est-elle pas, comme nous le disons depuis des décennies, de bloquer toute production, toute expédition de marchandises, donc de **bloquer l'économie et de toucher les capitalistes là où ça fait, mal, au chiffre d'affaires ?**

Les gilets jaunes, grâce notamment à l'hyper-médiatisation dont ils ont bénéficié, ont drainé largement au-delà de leurs premières exigences. Le gouvernement Macron vient de connaître son premier recul, mais il est probable que ses rares promesses ne seront pas suffisantes pour désamorcer un mouvement déjà très avancé, qui reprend la plupart de nos revendications, celles liées aux difficultés de la vie des travailleurs. C'est bien la rue qui a pris la main, et les reculades de Macron, sur quelques points minimes, ne répondent pas aux attentes.

Après s'être joints, discrètement d'abord, puis plus ouvertement, au mouvement des gilets jaunes, nos camarades vont, avec leurs syndicats CGT, reprendre la lutte, dès le 14, par une journée inter-professionnelle nationale d'action, de grèves, de manifestations.

**NOUS DEVONS TOUS NOUS MOBILISER RAPIDEMENT POUR FAIRE RENDRE GORGE À CEUX QUI, DANS LES ENTREPRISES COMME AU GOUVERNEMENT, NOUS PIÉTINENT DEPUIS BIEN TROP LONGTEMPS !**

**LES GILETS JAUNES BLOQUENT LES ROND-POINTS ? LES SALARIÉS, AVEC LA CGT, DOIVENT BLOQUER L'ÉCONOMIE PAR LA GRÈVE. LES RETRAITES SERONT, COMME D'HABITUDE, À LEURS CÔTÉS !**

## Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris  
93514 Montreuil Cedex  
Tél. 0155826888 - Fax. 0155826915  
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : [contact@fnic-cgt.fr](mailto:contact@fnic-cgt.fr)  
Mensuel - 1,06 €  
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE  
ISSN : 2112-2776  
Commission Paritaire : 0124 S 08416

## GILETS ROUGES CONTRE GILET DORÉ ?

Total s'apprête à annoncer 16 milliards de dollars de bénéfices pour 2018 : comme le richissime Carlos Ghosn, adulé par les actionnaires mais pris la main dans le pot de confiture, il ne veut pas lâcher le moindre sou, qu'il s'agisse de payer les impôts dus ou d'augmenter les salaires de ceux qui, par leur travail, lui permettent d'afficher de si glorieux résultats !

Les camarades ayant fait du bon boulot, les résultats des élections professionnelles ont placé la

CGT en tête sur l'ensemble du groupe, avec un très bon résultat notamment sur Total Normandie.

## Elections professionnelles Total Normandie Résultats définitifs 31/10/2018

1<sup>er</sup> collège : Cgt 5 sièges sur 6  
2<sup>ème</sup> collège : Cgt 8 sièges sur 15  
3<sup>ème</sup> collège : Cgt 0 siège sur 3

**La Cgt remporte la majorité absolue  
avec 13 sièges sur 24**

Merci aux salariés qui ont voté pour un syndicalisme de lutte !

## ►► 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE : ACTION DES CHÔMEURS !

Ils sont des millions, et s'il y a sans doute parmi eux quelques individus satisfaits de leur sort et qui ont trouvé ailleurs de quoi vivre, la plupart vivent très mal la situation de privé d'emploi, de chômeur. Pourtant ils ne sont pas nombreux à s'organiser, notamment dans la CGT, pour devenir visibles, pour protester contre les raisons qui les ont conduits à être ce qu'ils sont. Comme les retraités, ils sont victimes d'idées fausses largement diffusées par les ministres : « toucher le chômage pour partir en vacances » a osé le ministre Castaner ! Le 1<sup>er</sup> décembre leur appel à manifester s'est adressé à tous les travailleurs, actifs comme retraités, de tous âges.

## INTERNATIONAL

□ Nos camarades chypriotes sont inquiets : du pétrole et du gaz naturel sont présents dans leurs eaux territoriales et ils craignent que leur président ne signe un accord qui privilégierait des multinationales plutôt que le peuple de Chypre.

### □ FORUM DE LA PAIX « MACRONIEN » EN FRANCE

Y ont participé des personnages comme Erdogan, Netanyahu, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas connus pour prôner la paix. Quant à Macron, président français, ils continuent de vendre des armes à l'Arabie saoudite, considérant, selon la ministre Parly, que la France n'en est qu'un fournisseur modeste et que les armes utilisées au Yémen ne sont pas celles vendues par la France. Question bête : à quoi servent donc ces armes ? Mme Parly n'en dit rien.

Depuis le forum, le ministre israélien de la défense, A. Lieberman, a annoncé sa démission après le cessez-le-feu à Gaza, dénonçant une « capitulation devant les terroristes ».

## ET POUR FAIRE SUITE AUX TAXES SUR LES CARBURANTS : 19 MILLIARDS....

C'est la somme que se sont versée, en dividendes, les actionnaires des sociétés d'autoroutes, entre 2006 et 2016. Pas mal n'est-ce pas ? Les sociétés gérant les autoroutes ont récupéré plus d'argent que le coût des concessions payé à l'État en 2006. Sans pourtant effectuer les travaux de maintenance nécessaires... Ces milliards, c'est autant dont l'État (c'est à dire nous) aurait pu bénéficier, si les autoroutes n'avaient pas été privatisées, et cela va continuer puisque les concessions courent jusqu'en 2035.

Mais voilà, **la loi du capital est intraitable** : privatiser à un coût dérisoire tout ce qui peut être « juteux », et faire payer les automobilistes sans que le gouvernement ne lève le petit doigt. Et cette règle est malheureusement appliquée par le gouvernement dans tous les secteurs d'activités.

À l'époque, la Cour des Comptes avait évalué le prix des concessions à un montant inférieur d'une dizaine de milliards au prix pratiqué : c'est en quelque sorte une double sanction pour les contribuables que nous sommes. Quand on vous dit que le gouvernement défend le pouvoir d'achat des Français, pourquoi vous ne le croyez pas ?

Il faut avoir conscience que seule la renationalisation des autoroutes **pourra permettre de les rendre gratuites aux usagers. Ce qui est possible, mais dépend d'une volonté politique.**

## ► LE SAVIEZ VOUS ?

En Alsace/Moselle, les retraites de base sont versées le 1<sup>er</sup> de chaque mois... Ce ne serait pas possible sur le reste de la France ?

## LA GRÈVE DES MINEURS DE 1948

Le vaste rassemblement pluraliste ancré sur le mouvement populaire avait permis la victoire en Europe et en Asie contre les fascismes, des conquêtes importants pour les travailleurs, des droits internationaux nouveaux avec la création de l'ONU et la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, la naissance de la Fédération Syndicale Mondiale regroupant toutes les organisations syndicales non confessionnelles...

Mais en 1946-1947, sous la pression du complexe militaro-industriel, le président des États-Unis, Truman, brise cette alliance.

En France, les ministres communistes sont chassés du gouvernement et le gouvernement (PS-MRP) impose sans débat le plan Marshall qui lie notre pays aux U.S.A. En même temps, il remet en cause la gestion démocratique des Charbonnages de France en écartant le vice-président cégétiste Léon Delfosse.

Trois ans après la Libération, la vie demeure difficile dans les corons et les courées. Pénurie et manque de logements subsistent.

Fin novembre 1947, dans beaucoup de secteurs les travailleurs entrent en grève...

Les acquis sont limités et en même temps le ministre de l'Intérieur Jules Moch renforce, fin 1947-début 1948, les moyens de répression. Le gouvernement se prépare à un nouvel affrontement.

En septembre 1948, René Lacoste, ministre du Travail, promulgue trois décrets qui remettent en cause le statut des mineurs acquis en 1946 : nombreux licenciements, remise en cause du rôle des syndicats dans la gestion des Charbonnages de France, mise sous tutelle des médecins des mines comme au temps des compagnies...

Fin septembre, la CGT organise parmi tous les mineurs (de l'abatteur à l'ingénieur) une votation : la participation est élevée (à plus de 90 %). Les mineurs se déclarent contre les décrets Lacoste et pour la grève. La CFTC et FO ne contestent pas ce scrutin.

Le 4 octobre, les mineurs entrent en grève. Immédiatement, campagnes de presse et répressions se déchaînent. Tout de suite les forces de l'ordre occupent le bassin minier de Moselle ; le 7, le mineur Jansek est battu à mort. À la mi-octobre, les autres bassins sont investis par l'armée, avec tank et voitures blindées !

La grève durera neuf semaines. Malgré la solidarité, les mineurs doivent arrêter le mouvement. La répression est terrible (3000 arrestations, plusieurs centaines de condamnation à de la prison ferme...).



Mécontent des décisions des tribunaux, le ministre de la Justice, André Marie, demande de nouveaux procès et exige des peines plus lourdes.

La peur, la résignation, la misère et la honte frappent des milliers de familles.

*Depuis 70 ans, le combat est mené pour obtenir des réparations substantielles, comme le prévoit la loi de décembre 2014 à l'initiative du sénateur communiste Dominique Watrin et de la Garde des Sceaux Christiane Taubira. Le film « Réparer l'injustice, la grève des mineurs de 1948 » réalisé par l'Institut Universitaire Varenne, narre cette bataille et la volonté intraitable des mineurs d'obtenir réparations, réhabilitation et redignification.*

**AZF/TOTAL**  
responsable  
et coupable

BARRY JOHN  
PHILIPPE GUILLOT

Histoires d'un combat collectif

SYNTHÈSE

**A lire absolument !** L'explosion de l'usine AZF à Toulouse, le 21 septembre 2001, a fait 31 morts et plus de 22 000 blessés. La cour d'appel de Paris a condamné l'entreprise et son directeur pour manquements à leurs obligations de sécurité, après seize ans de procédures et de manœuvres. Le livre revient sur les causes de l'explosion, expose la complète responsabilité de l'industriel et témoigne du long combat des victimes pour que cette responsabilité soit reconnue. Quatorze acteurs de ce combat prennent ici la parole. Ils donnent à voir toutes les facettes de la stratégie du groupe Total pour échapper aux sanctions et continuer à faire primer ses intérêts économiques sur les impératifs de sécurité. Ils mettent également en lumière le laisser-faire injustifiable des institutions publiques envers cette multinationale.

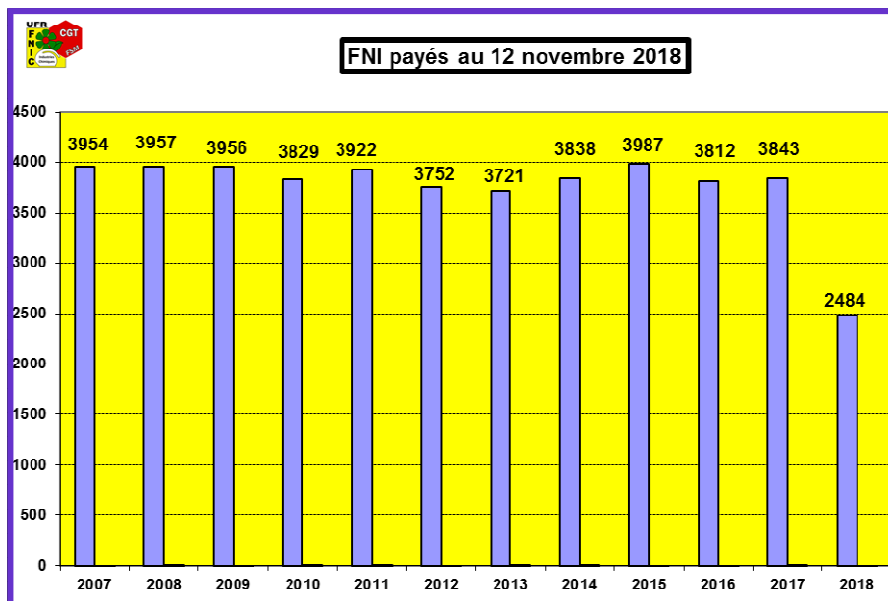
## L'Agenda

**10 ET 11 DÉCEMBRE,**  
Comité général de  
l'UCR

**18 DÉCEMBRE,** Conseil  
national de l'UFR

En positif, le fait que 300 FNI aient été versés en un mois, en négatif le fait que le total par rapport au même mois de 2017 soit inférieur de plus de 500 ! Et qu'il manque encore 350 FNI pour attendre le résultat de 2017. Ceci sans même parler des cotisations mensuelles... Les timbres 2019 ont été envoyés dans les syndicats

et les sections, vous allez commencer à les placer alors que 2018 n'est pas soldé ? **N'OUBLIONS PAS QUE, POUR ÊTRE CONFÉDÉRÉ, IL FAUT ÊTRE À JOUR DE SES COTISATIONS.**



*Nous souhaitons à toutes et tous d'agréables fêtes de fin d'année et un joli début 2019, riche de promesses de toutes victorieuses !*

### ❑ UN NOUVEAU SCANDALE !

Selon nos informations, le premier prélèvement de l'impôt à la source pour les retraités se ferait en janvier, donc sur la retraite de décembre puisque la pension de la CARSAT/CNAVTS est à terme échu. Les retraités sont donc une nouvelle fois rackettés !

## La vie des sections

### SECTION RETRAITÉS CGT ESSO-MOBIL PJG

Notre section comporte une trentaine de membres retraités : la continuité syndicale n'a pas bien fonctionné, au moment de la fusion Esso et Mobil. Beaucoup ont fait table rase du passé. Le syndicat CGT a sa part de responsabilité, la fusion a pris beaucoup de temps pour l'harmonisation, mais les rancœurs entre deux sociétés, de cultures totalement différentes, ont fait le reste. Maintenant on se connaît mieux et nous avons créé un Collectif retraités Plateforme Pétrole Chimie. Des retraités isolés ont rejoint notre collectif.

Divers sujets nous occupent, comme la discrimination santé prévoyance : des retraités ne payent pas la même cotisation, à couverture identique, en fonction de leur date de départ à la retraite (certains ont même une participation employeur).

Comme notre Arlésienne : la participation Mobil 2000, toujours en justice. Des salariés Mobil spoliés alors que la Joint-venture BP a versé la participation aux salariés BP.

Comme aussi le suivi post professionnel : des retraités se découvrent une maladie pendant leur retraite.

Des membres de notre Collectif participent au CN de l'UFR, à l'URIC Normandie (pôle retraités), à l'USR 76, au Collectif retraités de l'UL ...

Les salariés en Congés Fin Carrière sont intégrés pour l'information et arrivent en nombre.

La place des retraités va devenir beaucoup plus importante pour faire vivre nos structures (UL, UD, Collectifs...). Le CSE donne beaucoup moins d'élus donc moins de disponibilité chez les actifs.

**Dernière initiative en date :** distribution d'un tract retraité devant les portes de l'établissement appelant les salariés à voter CGT lors des élections professionnelles.

**Quand la CGT progresse, le recul social est battu !**



**Le budget mondial dépensé pour la pub s'élève à 500 milliards de dollars.**

**C'est le 2<sup>ème</sup> budget après la défense. Selon une étude de l'ONU 20 % de cette somme suffiraient à éradiquer la famine dans le monde...**